

LETTRE OUVERTE

à David Lisnard

À Monsieur David Lisnard

Président de l'Association des maires de
France et des présidents d'intercommunalité

Le 23 octobre 2026

**Objet : respect du pluralisme de l'AMF et mise en retrait de votre présidence
pendant la campagne présidentielle**

Monsieur le Président,

Nous vous écrivons au nom de l'ensemble des maires communistes et apparens du comité directeur et des maires et présidents d'intercommunalités adhérents de l'AMF de notre réseau au sein de la Coopérative des élus communistes républicains et citoyens.

Jusqu'ici le mandat de gestion paritaire paraissait clair : **défendre les communes et rassembler les maires de toutes les sensibilités, au service de toute la population. L'AMF ne peut être un instrument de campagne lors d'une présidentielle.**

Si nous ne partageons que peu de votre vision politique, vous avez su jusqu'ici mener l'AMF dans son esprit premier : l'intérêt général que nous devons servir comme élus locaux et l'unité républicaine malgré nos appartenances à des familles politiques différentes. À chaque débordement lors de votre mandat, nous avons su trouver les moyens collectifs pour maintenir l'association dans ses missions premières et chacun a pu exprimer ses positions.

Mais vos opinions personnelles ne fondent pas notre demande de retrait. C'est l'exercice de votre présidence aujourd'hui qui est en cause.

Lors de votre campagne vous défendez moins d'interventions publiques, davantage de « solidarités » privées et la privatisation de certains services. C'est votre liberté personnelle. **À la tête de l'AMF, vous devez porter les positions arrêtées collectivement. Votre mandat est de défendre les services publics de proximité et les moyens des communes.**

Les communes ne peuvent pas devenir la variable d'ajustement du recul de l'État. Elles risqueraient de devoir pallier seules aux hausses des besoins sociaux et financer davantage de soins, notamment dans leurs centres de santé. Les moyens correspondants ne sont pas garantis. Les habitants resteraient confrontés aux déserts médicaux et aux renoncements aux soins. **De nouveaux désengagements de l'État imposeraient des choix lourds : réduire les services, augmenter les tarifs ou les impôts locaux, reporter les investissements.**

Dans l'éducation, la mise en concurrence fragilise la mixité sociale et d'accentuer les inégalités territoriales. L'école doit rester un service public, gratuit et laïque, garantissant à chaque enfant les mêmes droits et les mêmes chances de réussite, indépendamment de son origine sociale ou de son lieu de résidence. Cette logique de compétition compliquerait également la prévision des effectifs et la planification des investissements nécessaires à la construction et à la rénovation des écoles. Elle déstabilisera l'organisation des cantines et du périscolaire, des services essentiels à l'égalité des chances et au quotidien des familles.

Nos exigences sont claires : l'accès de toutes et tous, des tarifs maîtrisés et la continuité des services. Les communes doivent en garantir l'équité et en garder le contrôle démocratique. La présidence de l'AMF ne peut servir un projet qui ferait payer aux communes et à leurs habitants le recul organisé des services publics.

Nous rejetons vos attaques contre les socialistes et vos propos sur les « délires écologistes, wokistes ou islamistes ». **Les maires communistes, socialistes et écologistes ont toute leur place à l'AMF. Ils ont droit au même respect et à la même représentation que leurs collègues de droite, du centre ou sans étiquette.**

La Coopérative vous a déjà alerté. André Laignel et Jean-François Debat l'ont fait à leur tour le 21 octobre. Vous vous étiez rendu à Limoges après l'incendie de la mairie. Ils vous écrivaient alors : « vos propos ont largement dépassé le cadre transpartisan qui est celui de l'AMF pour rejoindre davantage ceux du candidat à l'élection présidentielle ». **Nous faisons nôtre cet avertissement. Respectez la gouvernance collective de l'AMF.**

La solidarité avec les maires doit être sans faille. Ce mois d'octobre **Bernard Baudoux, maire d'Aulnoye-Aymeries, dans le Nord, a été roué de coups par des colons israéliens.** L'agression s'est produite à Taybeh, en Cisjordanie occupée, lors d'une visite aux côtés de diplomates européens. Le ministère français des Affaires étrangères l'a condamnée dans un communiqué. **Nous vous demandons de la condamner publiquement et d'affirmer le soutien de l'AMF à notre collègue.**

Plus de 60 maires vous ont écrit après vos propos sur **le massacre du 17 octobre 1961.** Des Algériennes et des Algériens manifestaient pacifiquement. La police française les a massacrés sous l'autorité du préfet Maurice Papon. Vous avez répondu : « j'en ai rien à foutre, j'en ai rien à cirer, j'étais pas né ». Ces mots sont indignes de vos responsabilités. Ne pas être né n'efface pas le devoir de mémoire. Les descendants de l'immigration algérienne n'ont pas à oublier leurs morts pour appartenir à la communauté nationale. Les travailleurs algériens ont aussi contribué à reconstruire notre pays.

Retirez ces propos. Présentez vos excuses aux familles. Respectez l'égale dignité de toutes les victimes. Nous demandons la pleine reconnaissance de la responsabilité de l'État, une commémoration nationale et la poursuite de l'ouverture des archives.

François Baroin a montré la voie en septembre 2016. Il soutenait alors un candidat à la primaire de la droite et du centre. Il s'est mis en réserve de l'expression et de la représentation publiques de l'AMF. **Il avait eu le sens républicain des responsabilités. Suivez son exemple.**

Mettez-vous en retrait de la présidence pendant votre campagne présidentielle. Les instances de l'AMF doivent en organiser la continuité. **À défaut, retirez votre candidature à sa présidence lors du prochain congrès. Si vous la maintenez, nous voterons contre.** Cette exigence d'indépendance vaut pour tout candidat, quelle que soit sa sensibilité politique.

Alors que notre pays subit un attentat raciste et xénophobe à Trappes, notre association et les élus de la République doivent incarner l'unité du peuple et l'apaisement.

Nous appelons les maires de droite et du centre à prendre leurs responsabilités. L'intérêt des communes doit l'emporter sur les logiques de parti.

Nous demandons **la réunion rapide du bureau et du comité directeur. Des garanties publiques** doivent séparer votre campagne de la communication, des moyens, des fichiers et des événements de l'AMF. L'élection présidentielle sera bientôt passée et les maires et élus locaux devront continuer à défendre ensemble la nation.

L'AMF appartient à tous les maires. Son unité et son indépendance doivent primer sur les ambitions personnelles.

Veuillez recevoir, Monsieur le Président, nos salutations les plus républicaines.

Les maires communistes et apparentés membres du comité directeur, les maires et présidents d'intercommunalités du réseau de la Coopérative des élus communistes, républicains et citoyens adhérents de l'AMF

